

Le Ministre des Affaires Étrangères États-Uniens affirme qu'Israël ne bloque pas l'aide humanitaire. Des vidéos montrent le contraire.

## Description

*En prenant pour cible les véhicules humanitaires ou en participant à l'attaque des camions par des foules, Israël empêche l'aide humanitaire d'arriver à Gaza.*

Par Prem Thakker, le 18 mai 2024



Des manifestants sont assis devant des camions lors d'une manifestation visant à empêcher l'envoi d'aide humanitaire à Gaza près du port d'Ashdod, en Israël, le 1er février 2024. Photo : Mostafa Alkharouf/Anadolu via Getty Images

Lundi, une foule de colons israéliens a attaqué des camions d'aide humanitaire transportant des vivres à Gaza. Les extrémistes ont pillé la cargaison, détruisant et brisant les cargaisons dont on a désespérément besoin à Gaza, plus de six mois après le début de l'assaut israélien contre l'enclave assiégée. La police et l'armée israéliennes se sont renvoyées la balle, chacune affirmant que l'autre aurait empêché, mais un haut responsable de la sécurité a déclaré à [Haaretz](#) que les émeutiers avaient reçu des informations internes sur le mouvement des camions de la part d'officiers.

L'incident est emblématique d'un schéma qui se répète depuis des mois. Les Israéliens, qu'il s'agisse de justiciers extrémistes ou de représentants de l'État, bloquent ou attaquent carrément l'aide humanitaire ; les États-Unis agissent avec mollesse ou accordent de nouvelles faveurs à Israël ; la violence se poursuit et s'intensifie même. Il existe de nombreuses preuves que le gouvernement israélien a fermé les yeux sur ces attaques et ces entraves à l'acheminement de l'aide. Rien de tout cela n'est secret : une grande partie a été filmée et diffusée sur les réseaux sociaux.

Pourtant, le département d'État, dans un [rapport très attendu](#) sur le respect par Israël du droit humanitaire international lors de l'utilisation d'armes américaines, a conclu la semaine dernière qu'Israël ne bloquait pas l'aide. Le département d'État s'est dit « très préoccupé » par « l'action et l'inaction » du gouvernement israélien qui font que l'aide apportée à Gaza « reste insuffisante », mais il a conclu qu'il n'y avait pas assez de preuves pour justifier la suppression de l'aide à l'armée israélienne.

Allison McManus, directrice générale du département de la sécurité nationale et de la politique internationale au *Center for American Progress*, a déclaré que les conclusions du département d'État étaient contredites par « le fait très évident » des attaques aveugles

---

contre les travailleurs humanitaires et les civils à Gaza.

« C'est quelque chose que tout le monde peut voir de ses propres yeux. Le meurtre de travailleurs humanitaires, le ciblage d'hôpitaux, la destruction totale du système de santé, le nombre massif de victimes civiles, dont un grand nombre de femmes et d'enfants », a déclaré M. McManus. « Cela ne se produit pas dans un contexte où l'armée chargée des poursuites respecte le droit international. »

Le saccage de lundi était qu'un des nombreux assauts contre le secteur de l'aide dans les jours qui ont suivi la publication des conclusions du département d'État. Le même jour, les forces israéliennes ont attaqué un véhicule des Nations Unies clairement identifié à Rafah, tuant au passage un membre du personnel de nationalité indienne. Le ciblage de la voiture a suscité des craintes quant à l'éventualité d'une évacuation de plus de [20 médecins et travailleurs médicaux américains bloqués à Gaza](#). Ce meurtre a pas dissuadé le président Joe Biden de prendre mardi la décision d'envoyer un milliard de dollars d'armes supplémentaires à Israël.

Mercredi, en Cisjordanie occupée, des colons ont [attaqué](#) un chauffeur de camion palestinien parce qu'ils pensaient qu'il conduisait un camion d'aide à destination de Gaza. Des images montrent la victime se tordant de douleur tandis que des officiers des Forces de défense israéliennes parcourent les lieux. La police israélienne n'a arrêté aucun suspect, [selon Haaretz](#).

Les [colons](#) ont gonflé les pneus de deux camions qui effectuaient des trajets commerciaux plutôt que de livrer de l'aide et y ont mis le feu.

Une [vidéo postée sur Twitter](#) par Alon-Lee Green, codirecteur de l'organisation pacifiste *Standing Together*, montre des personnes grimant sur un camion pillé et dansant.

Sous le regard des troupes israéliennes, plusieurs personnes ont pris des selfies et des photos d'elles-mêmes en grimant sur la pile de sacs d'aide jetés, comme le montre la vidéo.

[Plus de 250 travailleurs](#) humanitaires ont été tués à Gaza depuis l'attaque du Hamas le 7 octobre. *Human Rights Watch* a [recensé](#) au moins huit cas où les forces israéliennes ont attaqué des convois et des locaux humanitaires. Certains de ces incidents ont eu lieu alors que les groupes humanitaires avaient communiqué leurs coordonnées au gouvernement israélien afin d'assurer leur protection.

Parmi les incidents abordés dans le rapport du département d'État de la semaine dernière figure l'attaque israélienne contre un convoi de la *World Central Kitchen*, qui a tué sept travailleurs humanitaires le mois dernier. Le département d'État a déclaré qu'il n'était pas en mesure de tirer des conclusions définitives sur la question de savoir si des armes fournies par les États-Unis avaient été utilisées lors de cette attaque.

Le département d'État a reconnu que ces attaques ont créé un environnement exceptionnellement difficile pour la distribution et l'acheminement de l'aide, mais n'a pas critiqué ces efforts comme une politique israélienne systématique.

---

Un récent rapport du groupe de recherche britannique *Forensic Architecture* a recensé au moins 80 attaques israéliennes distinctes contre l'aide à Gaza depuis le seul mois de janvier. « La fréquence et l'étendue de ces attaques suggèrent qu'Israël cible systématiquement l'aide », [écrit](#) le groupe.

Dans une déclaration *The Intercept*, un porte-parole des FDI a indiqué que l'armée prenait « toutes les mesures réalisables sur le plan opérationnel pour atténuer les dommages causés aux civils, y compris aux convois et aux travailleurs humanitaires ». Les FDI n'ont jamais pris et ne prendront jamais d'initiative pour cibler les convois et les travailleurs humanitaires ».

Le porte-parole a poursuivi : « L'IDF déploie des efforts considérables pour permettre l'acheminement en toute sécurité de l'aide humanitaire et travaille en étroite collaboration avec divers groupes d'aide afin de coordonner et de concrétiser leurs efforts vitaux visant à fournir de la nourriture et de l'aide humanitaire à la population de Gaza. Compte tenu des échanges de tirs en cours, rester dans une zone de combat active comporte des risques inhérents. Les FDI continueront à contrer les menaces tout en s'efforçant d'atténuer les dommages causés aux civils ».

La semaine dernière, le département d'État a conclu qu'Israël avait « [probablement](#) » violé les lois en utilisant des armes fournies par les États-Unis. Le fait que M. Biden [admette](#) que des armes américaines ont tué des civils palestiniens remet en question une note [publiée](#) l'année dernière, selon laquelle les États-Unis n'autoriseraient aucun transfert d'armes s'il existe un risque de « faciliter ou de contribuer d'une autre manière » à des violations des droits de l'homme ou du droit international.

Vidéo après vidéo, on voit des manifestants israéliens bloquer et même détruire l'aide destinée à Gaza, parfois en présence de la police ou des autorités militaires.

Ces manifestations [se sont multipliées](#) après que la Cour internationale de justice a estimé que le gouvernement israélien [commettait vraisemblablement un génocide](#) et lui a ordonné de faciliter la distribution de l'aide et de prévenir d'éventuels autres actes de génocide. Les manifestants ont réagi en tentant de bloquer l'aide pendant des jours, sans que les autorités israéliennes ne réagissent.

Dans une [vidéo](#) datée du 9 février, au poste frontalière de Nitzana, en Égypte, des manifestants israéliens empêchent des camions d'aide d'entrer dans la bande de Gaza. « Mes amis, nous avons fermé le poste-frontière aujourd'hui », s'exclame un manifestant alors que des officiers ferment les barrières, suscitant des applaudissements dans la foule. « Avec tout le respect que je vous dois, mes amis, la porte est fermée », poursuit le manifestant dans un mégaphone, « quelqu'un va dormir affamé ce soir ».

Un groupe de manifestants a défendu son action, [déclarant](#) au *Times of Israel* que « les centaines de camions d'aide et de ravitaillement destinés à l'organisation terroriste du Hamas n'entreront pas ici aujourd'hui ». Le groupe a ajouté qu'il était « fier et fier ».

L'attitude permissive de l'État à l'égard de ces manifestations contraste fortement avec la manière dont il traite les Israéliens désireux de soutenir la population de Gaza. Les manifestations antigouvernementales en Israël, auxquelles participent parfois des familles de victimes prises en

---

otage par le Hamas, ont fait l'objet d'une réponse féroce. *Standing Together*, l'organisation pacifiste, a tenté d'acheminer de l'aide à Gaza ; lors d'une de ces tentatives en mars, les militants ont été arrêtés par la police.

Une semaine plus tard, des Israéliens tentant de bloquer l'aide sont vus dans un reportage vidéo en train de fraterniser avec les autorités ; l'un d'entre eux dit à un journaliste : « Tuez-les, je m'en fiche ».

Un autre manifestant affirme que la police leur a donné des sucettes et des pastilles tout en les regardant empêcher l'aide de passer la frontière : « Le policier, le commandant en chef, est venu nous voir et nous a dit « OK, vous êtes venus et vous avez bloqué, nous ne voulons pas nous battre ». Et il nous a dit « Je vais juste fermer la porte. Vous n'avez pas besoin de rester au soleil ».

Les efforts visant à bloquer les livraisons d'aide au vu et au su des autorités israéliennes se sont poursuivis ce mois-ci.

Une vidéo publiée début mai sur Twitter par *Middle East Eye* montre des manifestants dansant et chantant dans un grand cercle, bloquant des dizaines de camions destinés à Gaza.

Alors que la vidéo montre une foule de personnes chantant triomphalement et agitant des drapeaux, les officiers n'interviennent pas.

Dans son rapport de la semaine dernière, le département d'État a identifié de justesse les manifestations qui ont bloqué les points de passage de l'aide en janvier et février comme créant également un « environnement difficile » pour l'acheminement de l'aide.

À Jérusalem, une foule a mis le feu au siège de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA) [la semaine dernière](#).

Juliette Touma, directrice de la communication de l'UNRWA, a déclaré que l'attaque n'était pas spontanée. Il y avait eu de nombreuses tentatives pour mettre le feu aux locaux, a-t-elle dit, précédées par des semaines de harcèlement de la part d'extrémistes. Des foules sont venues aux portes du complexe pour intimider et brutaliser le personnel de l'UNRWA, jeter des pierres et même les menacer avec des armes à feu, a-t-elle ajouté.

Le maire adjoint de Jérusalem, Aryeh King, s'est lui-même joint aux attaques. Lorsque l'UNRWA a temporairement mis fin à ses activités au siège la semaine dernière, M. King a déclaré que c'était un honneur d'être responsable.

Outre les nombreuses attaques, l'acheminement de l'aide de base n'a pas été à la hauteur. Mme Touma a fait remarquer qu'avant le 7 octobre, Gaza dépendait de 500 camions d'aide par jour en raison du blocus imposé par Israël depuis 16 ans. Pendant les deux semaines qui ont suivi l'assaut, a-t-elle ajouté, Gaza a été soumise à un « siège hermétique », l'aide n'arrivant jamais pendant plusieurs jours. Même lorsque les livraisons d'aide ont repris, le rythme s'est considérablement ralenti. D'après les données de la Coordination des activités gouvernementales dans les territoires, une branche des FDI, seuls 127 camions sont entrés dans la bande de Gaza par jour depuis le 15 mai.

Cela s'explique en partie par les obstacles structurels que le gouvernement a dressés contre l'aide. Le gouvernement israélien a interdit à l'UNRWA de livrer de l'aide à la partie nord de Gaza à une zone qui fait face de [nouveaux avis de vacuacion](#) cette semaine alors qu'elle est à nouveau sous le coup des attaques israéliennes

L'acheminement de l'aide est depuis longtemps entravé au poste frontalière de Rafah avec l'Égypte, dans la partie la plus méridionale de la bande de Gaza. En janvier dernier, des centaines de camions transportant de l'aide ont fait la queue pendant des semaines, attendant l'autorisation d'entrer dans la bande de Gaza.

Après s'être rendus sur place, les sénateurs démocrates Chris Van Hollen et Jeff Merk ont [attribué](#) cette situation à la lourdeur de la procédure, qui prévoyait le rejet arbitraire des équipements humanitaires vitaux. En mai, Israël a pris le contrôle du poste frontalière et a fermé alors qu'il entamait une invasion terrestre à Rafah, où se réfugient 1,4 million de Palestiniens déplacés.

**Prem Thakker** est journaliste politique pour *The Intercept*. Il s'intéresse au climat et à l'environnement, à la corruption des entreprises et des politiques, aux droits civils et à la justice, ainsi qu'au travail. Prem a précédemment travaillé pour *The New Republic*, *The American Prospect* et *CNN*. Il a grandi dans le Dakota du Nord et vit aujourd'hui à Washington.

Source : [The Intercept](#)

Traduction ED pour l'Agence Média Palestine

**date créée**  
2024/05/24